

BUREAU DE PROGRAMME DU CONSEIL DE L'EUROPE À PODGORICA

2024 EN BREF

Le Monténégro bénéficie d'initiatives de coopération mises en œuvre par le Conseil de l'Europe. Ces initiatives ont joué un rôle essentiel dans le soutien du programme de réforme du pays, en alignant le Monténégro sur les normes du Conseil de l'Europe tout en faisant progresser son processus d'adhésion à l'Union européenne.

Le bureau du programme du Conseil de l'Europe à Podgorica soutient cet effort en fournissant une assistance ciblée dans le domaine de la promotion des droits de l'homme, de la réforme judiciaire, de la lutte contre la criminalité économique, de la lutte contre la discrimination, y compris les droits des minorités, de l'éducation, de la liberté d'expression et de la liberté des médias. D'autres activités de coopération ont lieu dans le cadre de programmes régionaux axés sur l'intégration des Roms aux niveaux local et central, la lutte contre la cybercriminalité, la démocratie délibérative et l'éducation aux droits de l'homme pour les professionnels de la justice.

CHIFFRES CLÉS

AU 1ER JANVIER 2025



18 MEMBRES DU PERSONNEL

- 2 membres du personnel de base
- 16 membres du personnel de projet



PROJETS SPECIFIQUES AU PAYS: 7

- 1 projet financé par des contributions volontaires
- 6 actions dans le cadre du programme du mécanisme horizontal UE/Conseil de l'Europe



11 PROJETS RÉGIONAUX



FOCUS: PROGRAMME CONJOINT DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE

- Renforcement de la justice
- Lutte contre la corruption
- Lutte contre la discrimination
- Liberté d'expression
- Mécanisme de coordination des services d'experts



horizontal-facility-eu.coe.int

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Amélioration de l'accès à la justice pour les citoyens



Les modes alternatifs de résolution des conflits ont été améliorés et l'aide juridique gratuite a été renforcée, en particulier pour les groupes les plus vulnérables, notamment grâce à la création d'une nouvelle clinique juridique à part entière spécialisée dans les droits de l'homme. Cette clinique réunit des étudiants en droit de trois facultés de droit du Monténégro. Elle se concentre sur les violations des droits de l'homme affectant les groupes les plus vulnérables, tels que les victimes de violence domestique et de trafic d'êtres humains.

Des garanties renforcées pour les personnes détenues

Avec l'aide du Conseil de l'Europe, un cadre réglementaire et opérationnel renforcé a été mis en place pour garantir les droits des personnes détenues dans les prisons et en garde à vue. Entièrement alignée sur les dernières normes européennes, l'application des nouvelles procédures continue d'être soutenue par une formation complète et des mises à jour régulières.



Une étape importante a été franchie dans le processus d'adhésion à l'UE

Le Conseil de l'Europe a contribué de manière significative, par son expertise juridique, à aligner les principales réformes législatives sur les normes européennes, ce qui a permis d'obtenir un rapport d'évaluation intermédiaire de référence (IBAR) positif. L'assistance fournie a notamment contribué à :



- l'adoption de la loi sur la prévention de la corruption et de la loi sur la saisie et la confiscation des biens provenant d'activités criminelles;
- l'adoption de trois lois essentielles concernant le secteur des médias;
- ainsi qu'à des réformes judiciaires majeures grâce à l'adoption de la loi sur le conseil judiciaire et les juges du Monténégro et de la loi sur le service spécial des poursuites de l'État.

Capacité accrue à lutter contre le racisme, la haine et l'intolérance conformément aux normes européennes

grâce à des outils législatifs, analytiques et stratégiques améliorés et à l'échange de bonnes pratiques entre pairs européens. Les principaux développements comprennent l'adoption de la stratégie 2024-2028 pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes LGBTQI, avec son plan d'action 2024-2025, le renforcement des dispositions relatives aux crimes de haine dans le code pénal, et le soutien à la fois à la loi anti-discrimination et à la loi sur le protecteur des droits de l'homme



Favoriser l'inclusion dans les écoles en garantissant un environnement scolaire favorable à tous les élèves

Plus de 300 enseignants, élèves, parents et membres de la communauté ont été formés à la reconnaissance et à la lutte contre la discrimination dans les espaces éducatifs en ligne, ainsi qu'aux pratiques d'enseignement inclusives.

Amélioration de l'intégration des Roms

Les projets mis en œuvre par le Conseil de l'Europe ont contribué à améliorer l'accessibilité des locaux scolaires, qui ont également été mieux équipés pour permettre un apprentissage approprié des compétences informatiques. Les municipalités ont également bénéficié d'un soutien ciblé pour développer une approche plus stratégique de l'inclusion sociale des Roms.



Renforcement de la démocratie délibérative au niveau local

Une communauté de pratique a permis à 18 autorités locales et associations de mieux comprendre la démocratie délibérative et la participation citoyenne innovante, facilitant ainsi l'échange de bonnes pratiques en matière de gouvernance locale afin de garantir un processus décisionnel plus inclusif.

PLUS D'INFORMATIONS



www.coe.int/podgorica



Council of Europe Programme Office in Podgorica